



HAL
open science

Sections tchèques en France

Kateřina Malečková

► **To cite this version:**

Kateřina Malečková. Sections tchèques en France. Enseigner et apprendre une langue slave: le polonais, le russe, le tchèque, 2017, 9782900463031. hal-02162038

HAL Id: hal-02162038

<https://hal.sorbonne-universite.fr/hal-02162038>

Submitted on 21 Jun 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ENSEIGNER ET APPRENDRE UNE LANGUE SLAVE

LE POLONAIS - LE RUSSE - LE TCHÈQUE



CENTRE DE CIVILISATION POLONAISE
UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE



POLONICUM, CENTRE
D'ENSEIGNEMENT DE POLONAIS
LANGUE ÉTRANGÈRE
UNIVERSITÉ DE VARSOVIE

PARIS — WARSZAWA 2017

AU COMITÉ DE RÉDACTION ONT PARTICIPÉ :

Anna Ciesielska-Ribard
Leszek Kolankiewicz
Malgorzata Piermattei
Pawel Rodak

TRADUCTION :

Krystyna Bourneuf
et Anna Ciesielska-Ribard

CONCEPTION GRAPHIQUE E-BOOK ET VERSION PAPIER :

Catherine Protoyerides

ÉDITION E-BOOK LIBRE SUR :

www.centre-civilisation-polonaise.fr

Édition papier ne peut être vendue

DIFFUSION ET DISTRIBUTION :

Centre de civilisation polonaise
Paris-Sorbonne Université
108, bd Malesherbes, 75017 Paris
centre-civilisation-polonaise@paris-sorbonne.fr

CENTRE DE CIVILISATION POLONAISE
ISBN 978-2-900463-03-1

POLONICUM
ISBN 978-83-923039-9-2

Ce volume a été subventionné par Paris-Sorbonne Université
et l'Université de Varsovie.

TRAVAUX
D'ENSEIGNANTS-CHERCHEURS DE

FRANCE

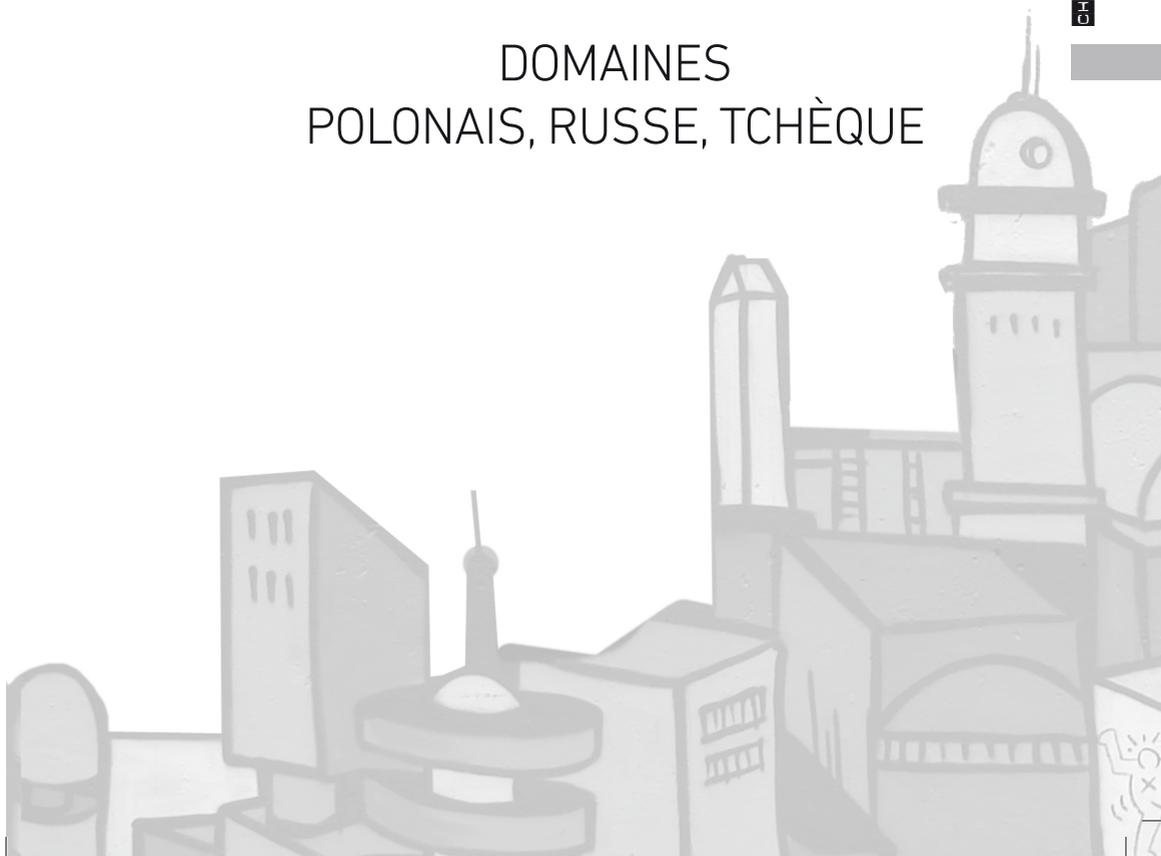
ET DE

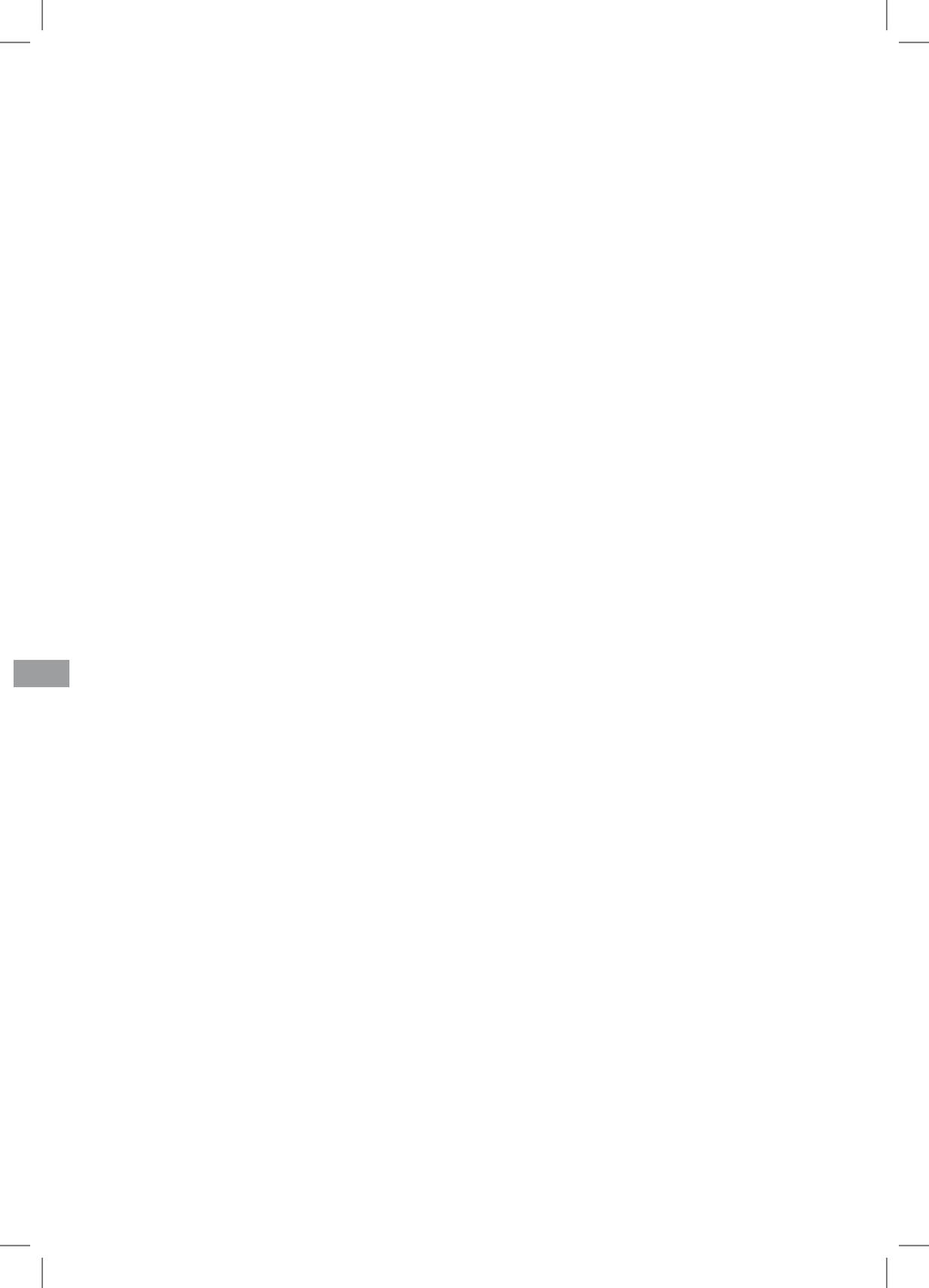
RÉPUBLIQUE
TCHÈQUE

DOMAINES

POLONAIS, RUSSE, TCHÈQUE

CHERCHEURS DE FRANCE ET RÉP. TCHÈQUE





SECTIONS TCHÈQUES EN FRANCE

L'union de la Bohême et de la France est naturelle. C'est bien une union qui a sa racine dans l'histoire et dans l'âme des deux peuples.

Ernest Denis

Sections tchécoslovaques/tchèques : un instrument diplomatique

Les sections tchèques en France sont tout d'abord un projet culturel et scolaire franco-tchécoslovaque (puis tchèque) né dans les années 1920. Cette initiative a montré l'existence de relations franco-tchèques fortes et vivantes qui culminent au cours de la période qui suit la Première guerre mondiale. La fondation de ces trois sections est très étroitement liée à la naissance de la Tchécoslovaquie. Le jeune État entreprend des efforts pour encourager la collaboration internationale, et la France devient son État frère. À partir de cette période, les lycéens tchécoslovaques ont la possibilité de suivre leurs études en France et d'achever leurs cursus par un baccalauréat français, en tant que boursiers de l'État français. Un professeur tchèque, qui est à la fois leur enseignant de tchèque, coordinateur et médiateur, les aide à passer, à la fin de leurs études, un double baccalauréat franco-tchèque. Les anciens élèves sont souvent appelés « *élites francophones et francophiles* » et occupent plus tard des postes importants dans tous les domaines non seulement en République tchèque mais aussi à l'étranger. Jiří Hnilica, enseignant universitaire et historien, décrit ce phénomène ainsi :

Les anciens élèves auraient dû former une nouvelle élite tchécoslovaque munie d'une formation de valeur européenne. L'objectif était de former une jeune génération – francophone et républicaine – qui serait apte, grâce à son séjour prolongé en France, à assimiler les « méthodes de pensée » françaises et, après son retour, d'élargir l'horizon tchèque par un regard plus « européen ». Les sections participèrent à la formation de quelques dizaines d'individus exceptionnels qui réussirent à trouver une place importante non seulement dans les relations franco-tchécoslovaques, mais aussi dans le commerce, l'industrie, la diplomatie, les sciences « dures » et « douces ». Nous pouvons dire que la France a réellement participé à la formation des élites tchécoslovaques, sans pour autant « réorienter » définitivement les préférences géographiques des étudiants tchécoslovaques.

Les sections tchèques sont des institutions qui forcent l'admiration et qui témoignent des liens particuliers unissant la République tchèque et la France, des liens qui existent déjà depuis presque un siècle. Elles ont su perdurer jusqu'à nos jours, malgré les troubles et les revirements du XXe siècle.

Les fondateurs des sections

La section tchèque est à la fois une institution historique et un organisme vivant qui évolue en répondant aux changements de l'enseignement, de la société et des besoins de chaque époque. Les sections ont été fondées au lycée Carnot de Dijon (lycée de garçons) en 1920, à Saint-Germain-en-Laye (dans un établissement de jeunes filles) en 1923, et enfin en 1924, à Nîmes (dans un lycée de garçons).

Comment l'idée de scolariser les élèves tchécoslovaques est-elle née? Il existe plusieurs versions quant à la création des sections, dont une mettant en avant le président tchécoslovaque Edvard Beneš (1935-1938, 1945-1948) qui a effectué une partie de ses études à Dijon et qui y a soutenu sa thèse, ce qui explique certainement son intérêt et le soutien qu'il a accordé à la fondation de la section à Dijon. Mais il ne faut pas oublier qu'à Dijon, à cette époque, la tradition des sections internationales existait déjà. Le rôle de Beneš n'était donc pas primordial, ce qui est aussi le cas d'Ernest Denis pour la section de Nîmes. Il est toutefois incontestable que sans Ernest Denis, compatriote nîmois et amateur de l'histoire et de la langue tchèque, la section de Nîmes n'aurait jamais vu le jour, même si l'historien a exercé une influence indirecte, puisqu'elle est née après sa mort.

L'idée d'une section tchécoslovaque naît sans doute dans ce milieu où se distinguent deux amis et successeurs de Denis : Etienne Fournol, ancien député, vice-président administrateur de l'Institut d'études slaves, et Louis Eisenmann, le professeur dont la présence a été l'une des raisons du choix de Dijon par Beneš, douze ans auparavant. Etienne Fournol se rend à Prague en 1920 pour en exposer l'idée aux responsables du ministère de l'Éducation nationale tchécoslovaque. Il trouve immédiatement un allié infailible, Ferdinand Špišek, fonctionnaire au ministère de l'Éducation nationale tchécoslovaque, membre de la délégation tchécoslovaque à la Conférence de la paix à Paris, chargé par le ministère d'élaborer un régime de rapports scolaires et culturels avec la France; il peut donc être considéré comme le véritable père de la section.

Ernest Denis : personnalité cofondatrice de la Tchécoslovaquie

Après avoir fait l'objet d'un quasi « culte », pour reprendre l'expression de l'historienne et chercheuse Doubravka Olšáková, durant l'entre-deux-guerres en Tchécoslovaquie, Ernest Denis est aujourd'hui largement oublié des hommes politiques comme des étudiants, en République tchèque et en Slovaquie. Son nom n'évoque pas non plus grand-chose en France, où sa renommée n'avait de toute façon jamais égalée celle qu'il avait connue en Tchécoslovaquie. Pourtant, il comptait parmi les collaborateurs les plus proches de Masaryk, le président fondateur de la Tchécoslovaquie.

Ce Nimois est né en 1849. En 1872, le jeune agrégé d'histoire obtient une bourse de l'État français pour écrire sa thèse à Prague, il s'inscrit à l'Université Charles qu'il fréquentera pendant trois ans, une période décisive pour son orientation vers la slavistique et le tchèque plus particulièrement. Les mauvaises langues disent que son choix de partir en Bohême était un peu calculé, qu'il y est venu plutôt pour sa motivation d'apprendre l'allemand (qui y était parlé à cette époque-là), pour être près de l'Allemagne afin de mieux la connaître et étudier la question allemande sous un autre angle. Il ne parle même pas tchèque et ne connaît ni le pays ni ses habitants.

Seulement, à Prague, Ernest Denis découvre l'existence d'un personnage historique : Jan Hus, dissident religieux ayant défié l'Église catholique dès le XVe siècle. Fasciné par cet homme, il décide de lui consacrer sa thèse, qui sera soutenue et publiée en 1878, sous le titre « Jan Hus et les hussites » (2). Il commence à s'intéresser plus particulièrement à l'histoire tchèque. Malgré

son style romantique, Denis est le seul historien du XIXe siècle d'origine étrangère capable d'écrire des œuvres sur l'histoire tchèque. Il côtoie des hommes politiques et des intellectuels tchèques. Après avoir soutenu sa thèse à la Sorbonne, il y est nommé professeur au département d'histoire contemporaine. Pendant la guerre (1914-1918), Denis s'emploie à réaliser son projet qui est d'assurer à sa patrie une influence en Europe centrale slave. Denis est le rédacteur en chef des revues « La Nation Tchèque » (1915-1918) et « Le Monde Slave » (1917-1938) en collaboration avec la communauté tchèque à Paris, réunie autour du philosophe, le futur président tchécoslovaque T.G. Masaryk et du juriste, le futur ministre tchécoslovaque Edvard Beneš. Après la guerre, Denis reçoit en 1920, à Prague, un accueil enthousiaste du peuple tchécoslovaque, du Premier ministre Karel Kramář et du Président T.G. Masaryk en personne. La réciprocité des relations franco-tchécoslovaques est confirmée par la création de l'Institut d'études slaves (1919) et de la Chaire d'histoire slave à l'Université de Paris (1921). Dans le même temps, l'Institut français portant son nom est ouvert à Prague pendant son séjour (Institut Ernest Denis, 1920). Denis est cependant obligé d'écourter sa visite en Tchécoslovaquie pour des raisons de santé. Il meurt en 1921, après avoir atteint son but : l'enracinement des relations franco-tchécoslovaques dans la durée.

Pour lui rendre hommage, la ville de Nîmes devient, dans les années 1920, un véritable lieu de pèlerinage pour de nombreux universitaires tchèques. Suite à ce passage, le *Comité pour la construction du monument d'Ernest Denis à Nîmes* y fut même constitué. À l'occasion de la réception officielle des élèves tchécoslovaques de Dijon, en 1923, le maire de la ville fait un discours où il promet d'ouvrir à Nîmes une section semblable

à celle de Dijon. Il tient sa promesse et, un peu plus tard, le Conseil général vote la création de 10 bourses pour les élèves tchécoslovaques.

L'histoire de la création du monument d'Ernest Denis vaut aussi un bref rappel. Le buste en bronze de 1923 avait été dérobé par les Allemands durant la Seconde guerre mondiale. À la fin des années 1960, lors du *Printemps de Prague*, la municipalité de Prague 1 (jumelée avec Nîmes en 1967) avait offert à Nîmes un autre buste d'Ernest Denis récréé d'après un moulage préservé. «

La ville de Nîmes a envoyé une délégation pour récupérer le buste, explique Annie Petit, ancienne présidente du Comité de jumelage entre Nîmes et Prague 1, sauf qu'ils sont arrivés à Prague en même temps que les Soviétiques et les troupes du Pacte de Varsovie, le 21 août 1968. Cependant, ils ont pu récupérer le buste et revenir à Nîmes. Une inauguration solennelle du buste en présence du maire de Prague 1 n'a eu lieu que quelques semaines plus tard. Le maire pragois a été autorisé de venir à Nîmes en grande pompe, pour être destitué un mois plus tard.

Histoire des sections tchécoslovaques et tchèques en France

Les différentes étapes de l'histoire des sections sont étroitement liées au destin de l'État tchécoslovaque. Elles ont été fermées, puis rouvertes à plusieurs reprises, en fonction des régimes politiques.

La première période commence au début des années 1920 et elle s'achève avec l'arrivée au pouvoir d'Hitler et la Seconde guerre mondiale. La situation complexe qui suit les Accords de Munich retarde l'arrivée des élèves tchécoslovaques qui ne

viennent en France qu'en novembre 1938. À leur grande surprise, ils sont accueillis par des centaines de personnes, dont le maire, venues exprimer leur soutien et leur amitié.

Dans la nuit du 16 mars 1939, les nazis entrent en Tchécoslovaquie; le Protectorat Bohême-Moravie est créé, la Slovaquie déclare son indépendance. Les élèves tchèques se trouvent alors en France dans une situation précaire, puisqu'ils sont issus d'un pays qui a cessé d'exister. Certains décident de quitter la France, d'autres de rester.

En 1946, on assiste à la réouverture des sections tchécoslovaques en France. À la fin de la guerre, les relations franco-tchèques sont rapidement rétablies, et le gouvernement français propose de restaurer les sections des établissements français du second degré de Dijon et de Nîmes. Mais avec le coup d'État des communistes en février 1948, le concours pour l'année scolaire 1948-49 est annulé. Il n'y a plus d'élèves tchèques pendant vingt longues années qui suivent.

Dans les années soixante, commencent une certaine libéralisation et la démocratisation du pays, notamment dans le domaine culturel. En 1962, la Sorbonne et l'Université Charles de Prague reprennent leurs relations. Un accord de coopération scientifique et technique franco-tchécoslovaque est signé en juin 1965, la réouverture des sections est décidée et se concrétise progressivement, à Dijon à la rentrée 1966, à St. Germain en Laye en 1967, à Nîmes en 1969. Le Printemps de Prague ne dure pas, l'invasion soviétique du mois d'août 1968 y met fin et provoque une nouvelle fermeture des sections, en 1973.

La révolution de Velours de 1989 annonce une nouvelle réouverture des sections dès 1990. Malgré tous les bouleversements et

tous les changements de régimes politiques en Tchécoslovaquie qui sont à l'origine de nombreuses fermetures de sections, on remarque une volonté extraordinaire de la part des deux pays de les maintenir à tout prix.

Paradoxes, un monde kafkaïen ?

L'histoire des sections ne manque pas d'incohérences et de paradoxes. On peut par exemple se poser la question comment il était possible de rouvrir la section à Nîmes, un an après l'invasion des troupes du Pacte de Varsovie, alors que le processus de *normalisation* avait déjà commencé ? C'est peut-être que la Mairie de Nîmes, à cette époque, était « rouge », communiste, ou bien, tout simplement, parce que, à l'époque communiste, on vivait dans un monde kafkaïen ? En 1969, les nouveaux élèves tchèques ne parlent pas bien français, la seule langue enseignée dans les écoles tchèques étant le russe. Pour faciliter leur intégration, Ivo Fleischmann, le conseiller culturel à l'Ambassade tchécoslovaque de Paris, inscrit son fils Michel qui avait commencé ses études au lycée parisien Henri IV, en classe de première au lycée Daudet de Nîmes. *Au début, il servait d'interprète pour les douze élèves qui étaient en seconde*, témoigne Annie Petit, professeur agrégée honoraire au lycée Daudet, chargée d'encadrement des sectionnaires.

Hélas, ça a pu fonctionner jusqu'à Noël, car à Noël, Ivo Fleischman a été rappelé à Prague. Puisqu'il savait ce qui l'y attendait, il n'est pas rentré. Il était donc obligé de retirer son fils du lycée, une cohabitation n'était plus possible, il ne voulait pas que la section disparaisse parce qu'il y avait le fils du « traître ».

Comment expliquer que le poste de professeur de tchèque ait été conservé, même si après la fermeture en 1973 il n'y avait plus d'élèves tchèques ? Et que le ministère communiste tchécoslovaque ait continué d'envoyer des enseignants à Nîmes, et que la langue continue d'être enseignée aux lycéens français afin de préparer une épreuve facultative au baccalauréat. Jusqu'à nos jours, l'établissement de Nîmes est le seul à proposer un enseignement de tchèque dans le second degré, il joue un rôle « d'office culturel tchécoslovaque », comme l'explique Annie Petit.

Divers assistants tchèques (à Nîmes, les enseignants de tchèque sont appelés « assistants ») ont réussi à nous proposer des concerts de musique classiques ou des films... Dans les années 1980, on a eu parmi les assistants un ancien élève de Dijon Petr Kyloušek qui est maintenant vice-doyen à la Faculté de lettres de Brno. En trois ans, il a organisé énormément de choses qui étaient ouvertes aux élèves du lycée et aux Nîmois.

Le maintien du poste d'assistant et d'autres éléments démontrent une certaine incohérence dans les décisions des communistes.

C'était un peu absurde, un peu kafkaïen, ou peut-être c'était le reflet du fait qu'il n'y avait pas forcément une animosité dans l'idée que les contacts avec les Français et les Nîmois en particulier étaient forcément très mauvais pour les Tchèques, précise le Proviseur du lycée Daudet.

Le ministère communiste lance un échange « unilatéral ». En 1972, on invite une trentaine d'élèves français de Saint-Germain-en-Laye, de Dijon et de Nîmes, à passer un mois en République tchécoslovaque. Hormis les frais de voyage, les délégations françaises sont complètement prises en charge. Sur place, elles

sont accompagnées par des anciens « sectionnaires » qu' ils pouvaient fréquenter librement.

À cette époque, un professeur français du lycée pouvait toujours obtenir son visa pour aller en Tchécoslovaquie, dans le but d'aider les élèves qui avaient pris la décision de quitter leur pays, même si l'attaché culturel tchécoslovaque en France était au courant de son activité clandestine.

Le régime communiste a considérablement compliqué la carrière des élèves. Certains n'ont pas pu réaliser leurs rêves, d'autres ne sont plus jamais retournés en France, après 1948. Le fait d'avoir suivi des études en France était considéré comme un défaut, voire un lourd préjudice, notamment pour ceux qui ne soutenaient pas les changements politiques. À titre d'exemple, Zdeněk Leiner, un ancien élève, est jugé dans un procès à Bratislava, et condamné à 16 ans de prison, en 1950, pour son soi-disant rôle d'espion. Un autre élève de Nîmes n'est pas autorisé à poursuivre ses études en 1970.

Son crime était qu'il habitait dans un petit village dans la région de Plzeň où il avait, avec d'autres du village, repeint l'église pendant les grandes vacances, raconte Annie Petit. Cet élève était de plus le seul dont le correspondant en France était communiste. Un couple de profs communistes du lycée a fait intervenir quelqu'un du comité central du PC français auprès du parti tchèque pour qu'il soit autorisé à finir sa scolarité, mais il n'a pas pu.

Gestion et prise en charge des sections

En ce qui concerne le financement de la section nîmoise, il faut souligner que c'est l'État français qui joue le rôle le plus important car il couvre 75 % des frais. Jusqu'en 2010, l'État

français prenait en charge l'intégralité des frais. Depuis quelques années, la situation change, par exemple la région de Bourgogne ne contribue plus au financement de la section de Dijon, la section de Nîmes ne reçoit plus de subvention annuelle de la part de l'État français pour les sorties culturelles. C'est à l'État tchèque et aux familles d'élèves que revient de couvrir d'autres frais pour maintenir le fonctionnement des sections. C'est aussi le ministère de l'Éducation tchèque qui organise les concours exigeants et sélectifs pour choisir les « sectionnaires » et les enseignants de tchèque, dits « assistants ».

Depuis le début des sections, l'accent est mis sur l'aspect social et sur l'accès à tous, même aux candidats issus des familles défavorisées. C'est également l'un des principes de l'Association des anciens élèves de Nîmes et de Dijon, qui décerne chaque année des bourses pour soutenir les élèves en difficulté financière.

Il est certain que le fait de pouvoir faire ses études en France, surtout avant 1989, était une chose exceptionnelle. Ce parcours marque la vie des élèves qui deviennent souvent des Franco-Tchèques. Voici l'un des témoignages à ce sujet :

Le fait d'avoir suivi mes études secondaires à Dijon a déterminé tout le reste de ma vie, c'est évident. Je ne serais pas devenu ce que je suis, si je n'étais pas passé par Dijon.

C'est ce qu'affirme Václav Jamek : écrivain récompensé en 1989 du prix Médicis de l'Essai pour sa prose écrite en français, traducteur reconnu, diplomate et enseignant à l'Université Charles. Issu de la promotion 1969, Václav Jamek souligne l'importance

des sections tchèques aujourd'hui, pour les relations bilatérales entre la France et la République tchèque :

À mon avis, elles en sont le fondement. Elles forment des générations – peut-être pas spécialement étendues – mais des générations entières de personnes qui seront à jamais attachées à la France et aux relations franco-tchèques, et donc qui contribueront à les rendre beaucoup plus solides.

La période entre les années vingt jusqu'aux années soixante est bien analysée dans le travail de Jiří Hnilica, enseignant et chercheur à l'Université Charles de Prague, intitulé *Les nouvelles élites tchécoslovaques. Formation française (2015)*. Les périodes qui suivent le Printemps de Prague et surtout la révolution de Velours devraient être décrites de façon plus détaillée, même si l'on peut retrouver de nombreuses informations à ce propos dans un document rédigé par le lycée Carnot de Dijon, à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de la section, ou dans l'ouvrage intitulé *Histoire des sections tchécoslovaque et tchèque au lycée Alphonse Daudet*, paru à Nîmes à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de la section (2004), rédigé par Jiří Hnilica et par Annie Petit.